



Royaume du Maroc
Conseil consultatif des droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE

12 Février 2010

12 فبراير 2010

La justice transitionnelle vendue au SIEL

● **Droits de l'homme.** Pour sa 4^e participation au Salon du livre, le Conseil des droits de l'homme invite trois auteurs distingués

PAR MOHAMED EL HAMRAOUI

Pour la quatrième fois, le Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH) participe au Salon international de l'édition et du livre (SIEL). Pour cette 16^e édition qui débute aujourd'hui, le CCDH revient avec un stand dédié aux « questions des droits de l'homme » et plus particulièrement à la justice transitionnelle. Trois auteurs de livres sont invités pour l'occasion : Antoine Garapon, avec « Des crimes qu'on ne peut ni punir ni pardonner : pour une justice internationale », Pierre Hazan, avec « Juger la guerre, juger l'histoire : du bon usage des commissions vérité et de la justice internationale », et Étienne Jaudel, avec « Justice sans châtement : les commissions vérité et réconciliation ». Le CCDH, héritier de l'Instance équité et réconciliation (IER), n'a pas cessé d'alimenter les débats mais aussi les critiques au sujet de l'application des recommandations de cette instance, notamment la réforme des services de sécurité, l'abrogation de la peine de mort et la préservation des lieux de mémoire.

Un devoir de mémoire

Plusieurs anciens centres de détention secrète ont été effacés de la mémoire collective, notamment le bagne-mouroir Tazmamart dont les cellules ont été totalement rasées. « Sans les cellules, Tazmamart n'a aucun sens. On avait espéré que les cellules restent, en guise de témoin



Trois grands auteurs droits-de-l'hommistes sont invités à cette 16^e édition du SIEL.

(PHOTO: DR)

pour les générations futures», explique Salah Hachad, un ancien détenu au bâtiment A de Tazmamart. Le Corbès (dépôt de détenus

Ce n'est plus le silence, mais la parole qui est censée guérir les plaies de l'histoire.

dans les années 70) à Casablanca et la prison civile de Rabat, El Alou, ont connu le même sort. Cette der-

nière a d'ailleurs été concédée aux Forces armées royales pour abriter le futur musée d'histoire militaire. Un des principes de la justice transitionnelle est la réconciliation et la mise en place de commissions de vérité. Selon Pierre Hazan, dont le livre sera présenté au SIEL, l'essentiel c'est de voir comment une société se reconstruit. « Pendant des siècles, la principale réponse fut celle de l'amnistie. Et depuis les tribunaux de Nuremberg, ce n'est plus le silence, mais la parole qui est censée guérir les plaies de l'histoire, avec les commissions vérité, les tribunaux pénaux et les lois mémorielles ».

Plan d'action national

Un engagement pour la consolidation des droits de l'Homme

Le Secrétaire général du Comité de pilotage du Plan d'action national en matière de démocratie et de droits de l'Homme (PANDDH), Mahjoub El Hiba a indiqué, mercredi à Rabat, que le Comité a adopté une approche participative dans la perspective d'élaborer un projet national consensuel.

Intervenant lors d'une réunion des membres du comité avec le Wali de Diwan Al Madhalim, Mohamed Iraki, El Hiba a expliqué que les étapes d'élaboration dudit plan, entamées en avril 2008, ont été marquées par l'ouverture d'un dialogue élargi, à travers des rencontres de consultation régionales et nationales et l'organisation d'ateliers pour les groupes de travail thématiques. L'objectif est de garantir la coordination entre les différents intervenants en matière des droits de l'Homme et de définir les objectifs et les mesures pratiques pour le renforcement de ces droits. Ce projet, a-t-il souligné, constitue un engagement national ambitionnant la consolidation et la préservation des droits de l'Homme, en tant que l'une des composantes du processus de réforme et de démocratisation ayant pour objectif la réalisation de la cohésion sociale, l'amélioration des conditions de vie des citoyens et la promotion de la bonne gouvernance. Ce plan d'action s'assigne pour objectif de mettre en place des politiques publiques claires en matière des droits de l'Homme, de coordonner l'ensemble des programmes

et stratégies sectoriels, de renforcer la coordination des actions des différents intervenants et de promouvoir la culture des droits humains au Maroc. Le comité s'est basé sur les concertations publiques et les efforts déployés par les groupes de travail thématiques, tout en s'inspirant des expériences internationales afin de promouvoir toutes les formes de gouvernance et de démocratie participative et intégrer l'approche des droits de l'Homme dans le développement humain. El Hiba a, d'autre part, indiqué que le comité a décidé de tenir sa première réunion avec l'institution de Diwan Al Madhalim, compte tenu de sa relation directe avec le domaine des droits de l'Homme et son rôle distingué dans la promotion des prestations de l'administration marocaine. Le wali de Diwan Al Madhalim a, pour sa part, salué les efforts déployés par le Comité de pilotage du PNDDH pour l'élaboration dudit plan, mettant en exergue l'importance qu'accorde le Maroc à la promotion des droits de l'Homme, à travers l'intégration effective des principes des droits de l'Homme dans la politique publique au Maroc. L'importance

de la mise en œuvre de ce plan ne sera tangible que lorsque les objectifs et les orientations de ce projet sociétal seront traduits en mesures pratiques à même de faire de la culture des droits de l'Homme un exercice quotidien, a souligné M. Iraki. Il a en outre exprimé la détermination de son institution à œuvrer et à coordonner les actions avec les parties concernées, afin de réaliser les objectifs tracés dans le plan. Intervenant au nom du ministre de la Justice, président du comité de pilotage du PANDDH, le Secrétaire général du ministère, Mohamed Ladidi a indiqué que ce projet est la première expérience du genre dans la région d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, ajoutant que l'élaboration de ce plan d'action est à même de constituer un cadre national pour la préservation et la promotion des droits de l'Homme. Le Comité de pilotage du PANDDH est composé d'un secrétariat général et de trois groupes de travail, à savoir «le groupe de sensibilisation et de communication», «le groupe d'adhésion et du renforcement des compétences» et «le groupe de la méthodologie, de la cohésion et des axes prioritaires».

Revue de Presse du

Droits de l'Homme

Le PANDDH selon El Hiba

Le Secrétaire général du Comité de pilotage du Plan d'action national en matière de démocratie et des droits de l'Homme (PANDDH), Mahjoub El Hiba a indiqué, mercredi à Rabat, que le Comité a adopté une approche participative dans la perspective d'élaborer un projet national consensuel, entamé en avril 2008.

Droits de l'Homme

Pour une approche participative

Le Comité de pilotage du plan d'action national en matière de démocratie a adopté une approche participative.

MAP

Le secrétaire général du Comité de pilotage du Plan d'action national en matière de démocratie et de droits de l'Homme (PANDDH), Mahjoub El Hiba a indiqué, mercredi à Rabat, que le Comité a adopté une approche participative dans la perspective d'élaborer un projet national consensuel. Intervenant lors d'une réunion des membres du comité avec le wali de Diwan Al Madhalim, Mohamed Iraki, M. El Hiba a expliqué que les étapes d'élaboration dudit plan, entamées en avril 2008, ont été marquées par l'ouverture d'un dialogue élargi, à travers des rencontres de consultation régionales et nationales et l'organisation d'ateliers pour les groupes de travail thématiques. L'objectif est de

garantir la coordination entre les différents intervenants en matière des droits de l'Homme et de définir les objectifs et les mesures pratiques pour le renforcement de ces droits. Ce projet, a-t-il souligné, constitue un engagement national ambitionnant la consolidation et la préservation des droits de l'Homme, en tant que l'une des composantes du processus de réforme et de démocratisation ayant pour objectif la réalisation de la cohésion sociale, l'amélioration des conditions de vie des citoyens et la promotion de la bonne gouvernance.

Ce plan d'action s'assigne pour objectif de mettre en place des politiques publiques claires en matière des droits de l'Homme, de coordonner l'ensemble des programmes et stratégies sectoriels, de renforcer la coordination des actions des différents intervenants et de promouvoir la culture des droits humains au Maroc. Le comité s'est basé sur les concertations publiques et les efforts déployés par les groupes de travail thématiques, tout en s'inspirant des expériences inter-

nationales afin de promouvoir toutes les formes de gouvernance et de démocratie participative et intégrer l'approche des droits de l'Homme dans le développement humain. M. El Hiba a, d'autre part, indiqué que le comité a décidé de tenir sa première réunion avec l'institution de Diwan Al Madhalim, compte tenu de sa relation directe avec le domaine des droits de l'Homme et son rôle distingué dans la promotion des prestations de l'administration marocaine.

Le wali de Diwan Al Madhalim a, pour sa part, salué les efforts déployés par le Comité de pilotage du PNDDH pour l'élaboration dudit plan, mettant en exergue l'importance qu'accorde le Maroc à la promotion des droits de l'Homme, à travers l'intégration effective des principes des droits de l'Homme dans la politique publique au Maroc.

L'importance de la mise en œuvre de ce plan ne sera tangible que lorsque les objectifs et les orientations de ce projet sociétal seront traduits en mesures pratiques. ■

نظم مركز دراسات حقوق الإنسان والديمقراطية لقاءً وطنياً نهاية الأسبوع الماضي من أجل تقديم مطبوع أصدره بدعم من مؤسسة المستقبل «عمان» تحت عنوان «التشريع المغربي في مجال الحكامة الأمنية»، اللقاء الذي تم فيه تقديم الإصدار والذي ناقشه عدد من الفاعلين والباحثين في مجال حقوق الإنسان، بحضور ممثلين عن بعض المؤسسات الأمنية، ومنظمات حقوقية ووسائل الإعلام، قاصده المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، وقاصده كذلك الفاعل السياسي عبر غياب الفاعلين البرلمانيين.

قدم إصداراً يجمع كل النصوص الأمنية في غياب البرلمانيين

مركز بلكوش يسبق المجلس الاستشاري في تنفيذ توصية الحكامة الأمنية

المصالحة الوطنية المنشودة إلى درجة سيغفي معها السؤال حول دور الأجهزة الأمنية والعسكرية وموقعها في المعالجة السياسية في وطننا العزيز.

وبعدما دعا إلى ضمان الحق في الوصول إلى المعلومة وإصدار قانون حول الأرشيف العسكري ونظام تداول المعلومات الأمنية، «دون التوصل إلى العقدة التاريخية مع المسألة ومبادئ مناهضة الإفلات من العقاب، لا بد من التأكيد على أن تطبيق توصيات الهيئة يقتضي لإلزام خلق دينامية ثقافية تؤسس لتدابير وأخلاقيات الحكامة الأمنية، والتي لا تعني سوى التأهيل القانوني والحقوقى لرجال الأمن والجيش، يقول المانوزي.

إجراء التوصية المتعلقة بالحكامة الأمنية الصادرة عن هيئة الإنصاف والمصالحة، براها الحامي المانوزي لا بد و أن تتنقل من العمل على تحويل ديوان المظالم إلى مؤسسة وسيطة دستورية والتخصص على دسرة الأمن كحق فرعي ضمن الحق في التنمية والمواطنة وإيداع جهاز مدني لرقابة الشرطة، مع فصل مهام الأجهزة الأمنية، داعياً في الختام إلى ضرورة إعادة النظر في العلاقة مع الخارج على أسس مؤثر مندى احترام حقوق الإنسان لمراقبة أي تقدم عوض الانقراض على مؤشر ضبط الهجرة السرية ومحاربة الإرهاب وحدهما.



عبدالإله سوياح
asouiyah@yahoo.fr

بمكتشف مركز دراسات حقوق الإنسان والديمقراطية، مدعوتكم لحضور اللقاء الذي ستقدم خلاله مطبوعه الذي أصدره بشراكة مع مؤسسة المستقبل، تحت عنوان «التشريع المغربي في مجال الحكامة الأمنية»، بحضور ممثلين عن المؤسسات الأمنية وعن قطاعات حكومية معينة ومنظمات حقوقية ووسائل الإعلام، هكذا مدت ندوة مركز بلكوش التوعية لمقاربة موضوع أكثر من نوعي، موضوع شغل ولا يزال الرأي العام الوطني والدولي، فدل أن يشغل جل الفاعلين المدنيين والحقوقيين ببلادنا.

بلكوش: لا تنافس أو تسابق أحداً

هذا اللقاء النوعي على مستوى اللقاءات الحقوقية السابقة أو المماثلة، اعتبر في بدايته الحبيب بلكوش رئيس مركز دراسات حقوق الإنسان والديمقراطية أن هذا الإصدار يتم في سياق مواكبة تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، ومدخلاً عاماً لتجميع النصوص التشريعية المتوفرة عن قطاع الأمن بالمغرب.

هذه الدراسة الغنية والمفاجئة، تعد من الفعاليات الحقوقية نفسها، وعلى رأسها المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، اعتبرها بعض الحقوقيين على هامش هذا اللقاء بمثابة «صعقة» من جمعية حقوقية بسيطة إلى المجلس الاستشاري المكلف بتنفيذ وبتفعيل التوصيات من جهة، وبالذات للفرق الهائل في الإمكانات البشرية والمالية التي يتوفر عليها المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان.

خلال بداية هذا اللقاء ذكر الحبيب بلكوش أن المادة الأساسية لهذه الدراسة، هي خطوة في مسار طوم حول إرساء قواعد الحكامة الأمنية، والتي كثر في سياق أن انطلاقاً منه منذ مدة، وعلى رأسها اللقاء السابق الذي عقده المركز بلطرباط يوم 10 أبريل من سنة 2008 في موضوع إصلاح قطاع الأمن على ضوء توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، والذي كان قد أنتج عن توصيات هامة في هذا المجال عند المركز إلى تقديمها في كتاب صغير خلال هذا اليوم كذلك.

هذا اليوم يعتبره بلكوش مناسبة مواتية لوضع المادة الأساسية الأولى للبحث في هذا المجال، وإن هذا المجهود والجهود ليس من ورائه أي تسابق أو المنافسة مع أية جهة تفي ما كانت، بل هو من صميم العمل المؤسسي لتسحق قواعد علاقة تشاركية مع الجميع لبناء مغرب أفضل بكل مواجسته.

بلكوش الذي عرج على الإصلاحات السياسية والقانونية الكبرى في مجال حقوق الإنسان والتي خاضها المغرب حتى قبل هيئة الإنصاف والمصالحة، بين أنه وبخاصة بعد الأحداث الإرهابية لـ 16 ماي التي ضربت الدار البيضاء والتي كانت منعكفا حاسماً، أن المغرب لزال يواجه تحديات جديدة على مستوى المقاربة الأمنية ببلادنا، وأن الفاعلين في هذه البلاد ينتظروهم التحليل لتأسيس لحكامة أمنية جديدة.

رئيس مركز دراسات حقوق الإنسان الذي يعتبر أنه من الصعب اختزال قضية الحكامة الأمنية وحدها في صلب دولة الحق والقانون، دعا إلى ضرورة التأسيس لتفكير جماعي واعى بقضايا العصر وعلى رأسها قضية الحكامة الأمنية والتي يعتبر موضوعها ملك للجمعية ككل وليس لجهة واحدة.

ورغم الدراسة الهامة التي قدمها المركز والفرديّة في هذا الباب، حيث تجميع جميع النصوص الأمنية بالمغرب في كتاب واحد، اعتبره الحبيب بعيداً عن ذلك الجواب الكافي للإشكالات السياسية والقانونية والعملية التي تطرحها قضية الحكامة الأمنية.

والمصالحة، حيث دعوتها لتقنين استعمال العنف من طرف الدولة والعمل على تقليصه قانونياً، ثم في كيفية إعادة العلاقة بين الدولة والمؤسسات الأمنية والسياسية، أي بضرورة إخضاع المؤسسات الأمنية والعسكرية لرقابة المدنية والسياسية.

وباعتبار أن خيار الحكامة الأمنية هو الخيار الوحيد لرسم علاقات واضحة وشفافة بين الجميع وهو الخيار الذي لن يضعف الدولة بقدر ترسيخ قوتها وسلطانها وكذا الاستقرار وحرية المجتمع، يرى الفاعل الحقوقي عبد الحي المون، أنه لا بد من سلك أربع مراحل أساسية، وهي أولا مرحلة تبادل الرأي بين جميع الفاعلين والمجتمع المدني والسياسي والأمني بكل صراحة، ثم مرحلة جمع الأعمال والوثائق الضرورية وهذا اللقاء بنترج في هذه الخطة الثانية، قبل الانتقال إلى البحث عن القاعة المشتركة بين جميع الفاعلين للانتقال إلى دولة الحق والقانون، وقبل الإختتام بالمحطة الرابعة والأخيرة وهي إخضاع المؤسسات الأمنية لهذا التفكير المشترك وللمراقبة المدنية والسياسية ولهذا التناج بصفتها عامة رغم ما تختصه هذه المحطة من صعوبات.

المانوزي:

الحقيقة الوطنية ستظل عالقة وستعلق معها المصالحة الوطنية المنشودة

المطبوع يعني كل المؤسسات والأشخاص المكلفين بإنفاذ القوانين

من جانبه إدرسي بلماحي عضو مركز دراسات حقوق الإنسان والديمقراطية، والذي اعتبر أنه رغم التطور الحقوقي العام فلاززال ملف الحكامة الأمنية يعرف العديد من الإشكالات الكبيرة، أكد أن الوثيقة المقدمة اليوم تعني كل المؤسسات والأشخاص المكلفين بإنفاذ القوانين.

بلماحي اعتبر أن أية قراءة موضوعية لهاته القوانين لا بد وأن يتم في سياق مراحل التشريع بالمغرب والتي قسمها إلى ثلاث محطات أساسية حيث الأولى بين 56 و 66 حيث مرحلة بناء الدولة الوطنية وروح الاستقلال والأفق الليبرالي، عكس المرحلة الثانية بين 66 و 77 حيث حدوث توترات كبرى منها انقلابين عسكريين وإعلان حالة الاستثناء حيث الردة القوية في مجال الحريات، عكس المرحلة الأخيرة ما بعد 77 إلى الآن حيث انتخابات عامة وبداية التطبيع، وعلى الرغم من الخطوات الهامة التي عرفتها فلم تؤثر على التشريع بالشكل اللازم.

وفي مجال النهوض بمجال الحكامة الأمنية يرى لإستاذ الجامعي بلماحي ضرورة المرور بست مراحل أساسية أولها هي العمل على إزالة كل الإشكالات في القوانين، ثم ملاءمتها مع الوضع القانوني والسياسي في المرحلة الثانية، ومع التشريعات والوثائق الدولية في المرحلة الثالثة في محطة رابعة، والعمل على ضرورة احترام تلك النصوص لكل مراحل التشريع العادية بما فيها المرحلة من البرلمان كشرط خامس، وختاماً بضرورة تقوية وتعزيز التكوين الحقوقي في سائر مؤسسات التكوين العسكري أو الأمني، هذه هي التأكيدات الأولية التي نتجت عن لقاء نوعي ومختلف أجمع جل الحاضرين على أهميته في الإعداد لتنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، لقاء نجح كما أراد أصحابه في وضع الخطوة الأولى في رحلة الألف ميل، حيث التوثيق لجل القوانين الأمنية تحت إدارة الممارسة الأمنية، فمما تنتظر المؤسسات الحقوقية ذات المسؤولية المباشر عن تركة هيئة الإنصاف والمصالحة.



الحبيب الذي سجل بمرارة عدم مشاركة نواب الأمة في هذا اللقاء الهام حول موضوع من أكبر المواضيع التي تؤول الرأي العام، أعلن بانتهاج وسرور يتخزل حزمة كبيرة عدم تجاوب المؤسسات الوطنية مع مركزه الفتي، -أعلن- عن تأكيد مركز جنيف للمرابطة الديمقراطية للقوات المسلحة استعدادها لطبع كل تلك النصوص والدراسات التي جمعها مركز بلكوش في محوله الأخيرة، والتي وعد بطرحها بداية على الموقع الإلكتروني للمركز في خطوة جد هامة بالنسبة للباحثين والفاعلين وكذا المهتمين.

المودت:

الخطوة الصغيرة للمركز كبيرة بالنسبة للإنسانية

الباحث الأكاديمي وعضو هيئة الإنصاف والمصالحة عبد الحي المون، اعتبر الخطوة الصغيرة هامة بالنسبة للمركز، هي خطوة كبيرة بالنسبة للإنسانية وللمجتمع المغربي برمته، حيث يعتبر مثل هذا الأمر هو خطوة تذكير بالانتقال إلى مرحلة مختلفة ونوعية في مجال الحكامة الأمنية، وهو عمل ينسجم مع توصيات هيئة الإنصاف

ضريف: الدولة غير مستعدة للحوار مع السلفيين

لهذه الأسباب فشلت «حوارات» الدولة مع السلفية الجهادية



حسن الخطاب أحد المعتقلين السلفية (أ.ف.أ.)

300 معتقل سلفي، ومن عاد منهم إلى العمل الإرهابي يدعون على رؤوس الأصابع، ومن وجهة نظر أمنية، فإن المعتقلين في حالة إطلاق سراحهم يجب أن يخضعوا للمراقبة المستمرة، مخافة جنوحهم إلى أعمال مضرّة بالبلد، مما يستوجب التوفر على إمكانيات أمنية كبيرة، المغرب لا يتوفر عليها.

العفو عن تدين أنهم ظلموا في المحاكمات، لأنها لا تلقى في مواقف المعتقلين وتتحرف من عودتهم إلى القيام بعمليات، مثل ما قام به عبد الفتاح الرايضي الذي فجر نفسه بعد خروجه من السجن، إلا أن ضريف يستبعد هذه المخاوف ويؤكد أن الدولة تعرف أن هؤلاء لا يشكلون خطراً كبيراً، معلقاً: «لقد أطلق سراح

ومناهضة النظام، ويطالبون الدولة نفسها بأن تراجع مواقفها منهم. ويخلص ظريف إلى أن الدولة غير مستعدة للحوار مع السلفيين، وأنها «تتعامل مع مبادرات المراجعة التي يقوم بها بعض السلفيين على أساس أن وراءها رغبة في اعتناق الحرية ليس إلا».

كل من حسن الكتاني وأبو حفص والحدوشي والفرازي وأنهم مجموعات متفرقة.. منهم المتطرف في أفكاره ومنهم الإنسان العادي ومنهم سلفيون لا يتبنون العنف، وأمام هذا الواقع، يتساءل ظريف: «مع من ستتجاوز الدولة إذن وعلى أي أساس؟ خاصة أن أغلب السلفيين يعتبرون أنفسهم أبرياء من تهم تكفير المجتمع

من وزير الأوقاف، إلى سجن عكاشة سنة 2007 للتحديث مع عدد من المعتقلين، منهم محمد جوك، أحد معتقلي السلفية، لكن هذا الحوار توقف دون أن يؤدي إلى أي نتيجة. وهناك أيضاً الوساطة التي قام بها «منتدى الكرامة» بين المعتقلين والمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، والتي أفضت إلى إجابة عدد من المعتقلين عن أسئلة أحمد حرزني، رئيس المجلس، حول الملكية والموقف من الشعب المغربي، ضمن مذكرة حملها المنتدى إلى المجلس، مرفوقة بحوالي 130 طلب عفو، إلا أن كل ذلك لم يؤد إلى نتيجة. وفي هذا السياق، أكد عدد الرجم مهتاد، رئيس جمعية النصير، أن لقاء جمع الجمعية بحرزني بمقر المجلس أكد فيه هذا الأخير أنه لا يمكنه فعل شيء في قضية المعتقلين.

وحول سبب غياب حوار جدي، يقول ضريف إن الدولة «تجد نفسها أمام مجموعات من السلفيين، وليس أمام تنظيم موحد»، وأضاف: «مثلا في مصر والسعودية تصاروت الدولة مع تنظيمات بقيادة موحدة وقاعدة معروفة، وكانت مواقفها واضحة في الدعوة إلى العنف، أما في المغرب فإنه حتى بالنسبة إلى من يسمون شيوخ السلفية لا يمكن الجزم بأنهم يشكلون قيادة، لأن عددا من المعتقلين لا يعترفون لهم بذلك، وفي نفس السياق، يؤكد عبد الرحيم مهتاد، رئيس جمعية النصير التي تضم عائلات المعتقلين، أن «عددا كبيرا من المعتقلين داخل السجون لا يعترفون بمشيخة

■ امبارك امرايط ■

لماذا فشل حوار الدولة مع المعتقلين السلفيين؟ هذا السؤال طرح بحدّة بعد الجدل الإعلامي الذي أثير بشأن مبادرات المراجعة التي قام بها بعض قادة السلفيين المعتقلين، وأخرها مبادرة عبد الوهاب رفيعي، الملقب بابو حفص، والتي أعلن فيها رفض العنف والاعتراف بالملكية. لكن السؤال الذي يطرحه المتابعون لهذا الملف هو: هل كان هناك حوار أصلا مع السلفيين، يقول محمد ضريف، الباحث المهتم بشؤون الجماعات الإسلامية، إنه «لم يكن هناك حوار أصلا مع السلفيين»، مضيفاً أن الأمر كان يتعلق بنوعين من اللقاءات التي عقدت مع المعتقلين، وتم تأويلها على أنها حوار: الأولى كانت من خلال بعض الجمعيات الحقوقية، ورافقتها وعود من المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، مما جعل عائلات المعتقلين يعتقدون أن هناك حوارا تقوم به الدولة من خلال تلك الجمعيات، والثاني وجود اتصالات بين مسؤولين في مندوبية السجون، فهم منها المعتقلون أنها حوار من أجل المصالحة، في حين أن الهدف منه كان هو بحث سبل تحسين ظروف اعتقالهم.

لكن مصادر مطلعة كشفت أن اتصالات تمت منذ سنة 2007 مع بعض المعتقلين قام بها علماء مغاربة، مثل الحوار الذي أجراه سعيد بيهي، عضو المجلس العلمي بالدار البيضاء، الذي انتقل بشكل رسمي، بإذن